



Une crise qui profite aux actionnaires

Selon une étude réalisée par la société de conseil PricewaterhouseCoopers (PwC), la valeur des actions des 100 plus grandes entreprises mondiales a progressé de 12 % en 2017, pour atteindre la somme astronomique de 17.438 milliards de dollars au 31 mars 2017 (soit cinq fois le produit intérieur brut de la France), contre 15.577 milliards à la même date en 2016 et 16.245 milliards de dollars en 2015.

Il faut rappeler que selon l'Organisation internationale du travail (OIT), la hausse des salaires est beaucoup plus faible à travers le monde : 1,7 % Chine comprise, 0,9 % si on exclut la Chine.

Sur ces 100 entreprises, 55 sont américaines et représentant 63 % de la valeur boursière de ces entreprises ; 17 % sont européennes et 12 % originaires de la Chine et de Hong Kong.

Quatre sociétés françaises se rangent parmi ces cent entreprises : Total, Sanofi, LVMH, dont la capitalisation a progressé de 29 % en un an, et L'Oréal.

Les entreprises de nouvelles technologies (Apple, Google, etc.) et les banques se trouvent parmi les 20 premiers. Preuve que des milliers de milliards mobilisés par les Etats et les Banques centrale suite à la crise financière de 2008 ont surtout profité aux actionnaires.

La plupart de ces entreprises cherchent à échapper aux impôts, à l'instar de Google, en faisant de « l'optimisation fiscale ».

L'année dernière, ces 100 entreprises ont versé 700 milliards de dollars (620 milliards d'euros, l'équivalent d'un quart du PIB français) à leurs actionnaires, soit une hausse de 4,5 % en un an. 60 % de cette somme sont versés au titre de dividendes et 40 % au titre de rachat d'actions.

La contrepartie de ces sommes gigantesques versées aux actionnaires est la pression permanente sur les salariés, la suppression des postes et la fermeture des sites, ce que fait par exemple Sanofi.

Selon l'OIT (« Les inégalités salariales au travail », *Rapport mondial sur les salaires 2016 / 17*), les inégalités salariales se sont creusées au cours des dernières décennies. L'OIT alerte ainsi sur les « conséquences sociales et économiques néfastes d'inégalités excessives ».

La hausse du prix des actions de ces entreprises témoigne aussi d'une accélération de la financiarisation de l'économie. En effet, depuis la crise financière de 2008, les banques centrales ont injecté des centaines de milliards d'euros dans l'économie. Cet argent n'a pas été utilisé pour le développement de l'emploi et de l'activité économique. Par conséquent, il a conduit à ce que les spécialistes appellent un « gonflement de bulles financières ».

A présent, de plus en plus d'observateurs alertent sur une nouvelle crise financière. A commencer par le Fonds monétaire international (FMI) qui, depuis 2015, tire la sonnette d'alarme sur les « tensions » provoquées par la hausse des valeurs boursières. Plus récemment, le journal patronal *Les Echos* titre : « La prochaine crise financière, inévitable et imprévisible » (16 juin 2017).

En effet, les politiques proposées par le Fonds monétaire international, tout comme celles de la Commission européenne, alimentent les marchés financiers.

Pour sortir de cette crise dans l'intérêt des travailleurs, il faut mettre l'argent, la finance, au service du développement des capacités humaines, de l'emploi, des salaires, des investissements productifs.